

Législatives :

Inconditionnellement pour la défaite de Macron, du RN Il faut ouvrir la voie au départ de Macron !

Macron désavoué

Le résultat des élections européennes du 9 juin est net et clair : avec 7,3% des inscrits, **la liste macroniste s'effondre**. C'est le résultat de l'immense rejet dont est l'objet le président des riches et son gouvernement.

Mais **cet effondrement profite en premier lieu à l'extrême-droite**, xénophobe et anti-sociale : 18,44 % des inscrits (sans compter Les Républicains, politiquement proches).

La « gauche » ne bénéficie que de façon limitée du discrédit de Macron. La politique menée par ses dirigeants n'a permis de faire baisser l'abstentionnisme ouvrier qu'à la marge. L'insatisfaction du monde du Travail face à la politique suivie par les organisations qui se réclament peu ou prou de la défense de ses intérêts est toujours prégnante.

Un coup d'État électoral

Dès le 9 juin au soir, tirant les conclusions du scrutin, Macron annonçait dissoudre l'Assemblée Nationale. Des élections seraient convoquées les 30 juin et 7 juillet, moins d'un mois après les européennes !

Convoquer des élections dans ces conditions, en interdisant aux partis politiques, quels qu'ils soient, de les préparer sérieusement, est la négation même de la démocratie. Cette forfaiture a été rendue possible par les institutions antidémocratiques actuelles, le pouvoir exclusif du Président de la République. Elle confirme la nécessité de se prononcer

***Contre le pouvoir personnel,
Abrogation des institutions de la V^e République***

Contre l'Union Nationale

Le résultat du vote du 9 juin, un nouveau coup porté à ce pouvoir, rendait probable le vote d'une motion de censure à l'automne. Mais en dissolvant ainsi l'Assemblée, alors que l'extrême-droite a eu de tels résultats, **Macron a pris cyniquement le risque de donner les clés du pays à l'extrême-droite**. Il a ainsi plongé les couches populaires – fonctionnaires, travailleurs sociaux, jeunes issus de l'immigration... – dans l'angoisse. Il suffit de connaître les plans du RN pour mesurer combien cette angoisse est justifiée.

Au-delà, que cherche Macron ? Ses objectifs sont publics : « clarifier », obliger chaque parti à « prendre ses responsabilités », autrement dit **associer les organisations issues du mouvement ouvrier à sa politique de casse sociale et démocratique**.

Macron recherche une majorité élargie associant au groupe Renaissance l'aile de LR opposée à une alliance avec le RN et l'aile social-libérale du PS. L'opération est en cours, et se concrétisera si Macron la juge possible, notamment si aucune majorité claire n'émerge du vote du 7 juillet.

La présence du très social-libéral Fr. Hollande ou de A. Rousseau, le concepteur de la (contre-)réforme des retraites, sur les listes du Nouveau Front Populaire sont autant de points d'appui dans cette voie.

Face à cette situation, il est essentiel que l'ensemble des organisations représentant le salariat, PS, PCF voire FI, se prononcent sans ambiguïté pour

Macron, démission !

Et s'engagent par avance à ne pas collaborer, à refuser par avance toute Union Nationale avec lui et son parti. Notamment,

Pour le second tour, aucune voix ouvrière pour les candidats de Macron !

Qui peut encore croire que les macronistes soient un « rempart » contre le RN et l'extrême-droite ?

30 juin, 7 juillet : résolument contre Macron et Bardella

Plus les choses avancent, plus l'alternative se précise : le risque de voir une majorité d'extrême-droite à l'Assemblée est réel.

Face à un tel risque, aucun désaccord programmatique ne peut justifier une politique de division. Pour se maintenir au second tour, un candidat doit recueillir +12,5 % des inscrits au premier (généralement plus de 20% des exprimés). Dans une vie politique où 3 forces se disputent la majorité des suffrages, atteindre le second tour n'a rien d'automatique, et toute candidature de témoignage entrave la résistance populaire.

Nous ne partageons pas le programme de la FI ou du PCF, encore moins du PS. Notamment, nous ne croyons pas un instant qu'une authentique politique de défense ouvrière puisse se mener dans le cadre de l'Union Européenne et en respectant ses traités. Pour satisfaire les revendications, il faut rompre avec l'économie de profit, le capitalisme. Il faut aussi en finir avec le pouvoir personnel, la V^e République, il faut un gouvernement des travailleurs menant une politique de rupture avec le capitalisme.

Cette discussion se poursuivra, mais là il y a urgence – tout doit être fait pour barrer la route du RN et empêcher la reconduction de la majorité parlementaire macroniste. C'est pourquoi les 30 juin et 7 juillet,

le vote PCF, PS voire FI doit être maximal.

Reconstruire le mouvement ouvrier

Il n'y a pas de mystère : auparavant, les travailleurs se tournaient quasi-unaniment vers les organisations ouvrières, pour se défendre des patrons, des politiciens à leur service. Ce n'est plus le cas. Ce vide politique, l'affaiblissement des cadres d'opposition à la politique capitaliste, permet à la démagogie d'extrême-droite d'être prise pour argent comptant par nombre de travailleurs. D'autres se réfugient dans l'abstention.

La résistance à la droite et l'extrême-droite ne peut donc se penser sans une activité visant à la reconstruction d'un authentique mouvement ouvrier. Mais cette reconstruction ne se fera que sur une base démocratique. Les mouvements « gazeux », étroitement contrôlés par un sauveur suprême et ses fidèles ne répondent pas à ce besoin.

C'est pourquoi il faut condamner la purge en cours à la FI et visant les députés A. Corbière, R. Garrido, H. Davi, et D. Simonnet, qu'on partage ou pas leurs positions. L'essentiel est que c'est une politique personnelle qui est menée, pour des motifs (plus que) douteux.

Dans les circonscriptions concernées, contre la division, pour avancer dans la reconstruction d'une force politique représentative, démocratique, du monde du Travail : **vote pour les députés « purgés » !**